

Johannesburg, Afrique du Sud, 13 septembre (Infosplusgabon) – L'organisation internationale de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch, exhorte la police sud-africaine à réagir rapidement pour mettre un frein aux attaques xénophobes ciblant les étrangers d'origine africaine.

Au moins 12 personnes ont été tuées, des milliers d'autres déplacées, et des magasins honteusement pillés durant les violences qui ont débuté le mois dernier.

Les responsables des précédentes vagues de violences xénophobes en Afrique du Sud, dont les violences de 2008 qui avaient coûté la vie à 62 étrangers, et les attaques contre les chauffeurs étrangers au début de cette année, ont rarement été sanctionnés pour leurs crimes, a déploré l'organisation dans un communiqué rendu public ce vendredi.

"Ce cercle vicieux de violences xénophobes est encouragé par l'absence d'une action policière efficace pour protéger les étrangers et leurs biens", a dénoncé le directeur pour l'Afrique australe à Human Rights Watch, Dewa Mavhinga. "Condamner la violence xénophobe ne suffit pas pour l'arrêter. La police doit mener une enquête approfondie, arrêter, et traduire en justice les assaillants", a-t-il ajouté.

Selon Human Rights Watch, le ministre de la Sécurité publique, Bheki Cele, a déclaré aux médias qu'au cours des dernières semaines, la police a arrêté plus de 600 personnes pour divers délits liés à la violence publique et au pillage, la destruction délibérée de biens, et des blessures physiques graves.

"Human Rights Watch est préoccupée par le fait que, à l'instar des précédentes vagues de violences xénophobes, les poursuites échoueront si l'enquête de la police n'est pas approfondie".

L'organisation a ajouté que le 3 septembre, le président Cyril Rampahosa a posté un message vidéo sur Twitter dans lequel il condamne très vivement les violences et appelle à les cesser immédiatement, mais elles n'ont pas cessé.

Human Rights Watch dit avoir rassemblé depuis le mois d'août des informations sur les violences sporadiques dirigées contre les Africains et leurs magasins dans certains quartiers à Durban, Pretoria et Johannesburg et dans les quartiers périphériques de Germiston, Thokoza, Katlehong, Alberton, Jeppestown, Hillbrow, Alexandra, et Malvern.

"Malgré ces cycles de violences xénophobes, le gouvernement a peu fait pour mettre fin aux attaques, si ce n'est rendre public un Plan d'action national pour combattre la xénophobie le 25 mars. Le plan d'action n'a pas encore été mis en oeuvre. Les autorités doivent évaluer les précédentes interventions gouvernementales durant les périodes de violences xénophobes pour savoir pourquoi elles ne sont pas en mesure de prévenir de telles attaques", a estimé Human Rights Watch.

"Quand ces assaillants ne rendent pas de compte, rien n'empêche d'autres de perpétuer les cycles de violences xénophobes", a jugé M. Mavhinga.

"L'Afrique du Sud doit donner la priorité et garantir la sécurité des victimes et s'assurer que les assaillants rendent des comptes", a-t-il soutenu.

© Copyright Infosplusgabon